RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

SYNTHÈSES CONJONCTURELLES

JUILLET 2025 N° 443
VERSION RÉVISÉE

Publication conjointe avec FranceAgriMer

agreste
La statistique, l'évaluation et la prospective du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

CONSOMMATION

En 2024, la consommation de viande de volailles rattrape celle de viande de porc

En 2024, la consommation de viande augmente de 2,4 % en France, après un repli de 1,3 % en 2023, sous l'effet d'une vive hausse de la consommation de volailles, désormais équivalente à la consommation de viande de porc. La consommation de viande de boucherie est quasi stable en volume par rapport à 2023, le rebond de la consommation de viande porcine compensant un nouveau recul des viandes bovines. Les importations de viande contribuent moins que l'an passé à la consommation. En 2024, les achats de viande par les ménages pour leur consommation à domicile (Kantar Worldpanel) se sont stabilisés (- 0,1 %, après - 1,5 % en 2023). Si les achats de viandes de boucherie (y compris les produits élaborés et surgelés), les jambons et les charcuteries poursuivent leur recul (- 2,3 %), celui-ci est compensé par la nette progression des achats de viandes de volailles (+ 4,9 %), qu'il s'agisse de viandes (fraîches et surgelées) ou de produits élaborés.

Cette version annule et remplace celle publiée le 11 juillet 2025, pour corriger des erreurs détectées dans le texte et le tableau 4 (voir Avertissement)

En 2024, la consommation de viande augmente de 2,4 % en France

La consommation apparente[1] de viande en France, au domicile et hors domicile, telle que calculée par bilan *(encadré « sources, définitions et méthodes »)* augmente de 2,4 % en 2024, après un repli de 1,3 % en 2023. Rapportée à la population, elle progresse de 2,1 % en 2024 pour retrouver un niveau par habitant (85 kilos équivalent-carcasse - kgec) proche de celui de 2016, après un point bas en 2023 (83,3 kgec – *graphique 1*) dans un contexte de forte inflation des produits alimentaires.

L'augmentation de la consommation de viande en 2024 (+ 140 mille tonnes équivalent-carcasse - mtec) s'accompagne d'une hausse des importations (+ 38 mtec).

Nouvelle perte de parts de marché de la viande de boucherie en 2024

La consommation totale de viande de boucherie en France est ainsi quasi-stable par rapport à 2023, contrastant avec les fortes baisses passées. La poursuite du recul des consommations de viandes bovine et ovine a été pratiquement compensée par le rebond de la consommation de viande de porc (+ 1,4 % après - 3,6 % en 2023).

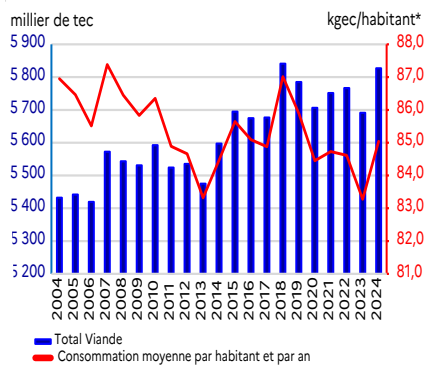
A contrario, la consommation de volaille de chair a été particulièrement dynamique en 2024, en particulier en viande de poulet et de canard. La viande de boucherie reste toujours majoritaire dans la consommation totale de viande en France, mais sa part recule à nouveau passant de 65 % à 63 % en 2024 *(tableau 1)*.

La consommation de volaille rattrape la consommation de viande porcine

Sur le long terme, la consommation de porc estimée par bilan est relativement stable en volume (entre 2,1 et 2,2 millions de tonnes équivalent-carcasse – Mtec), avec des évolutions à la hausse ou à la baisse d'une année à l'autre en fonction des disponibilités et des évolutions des cours.

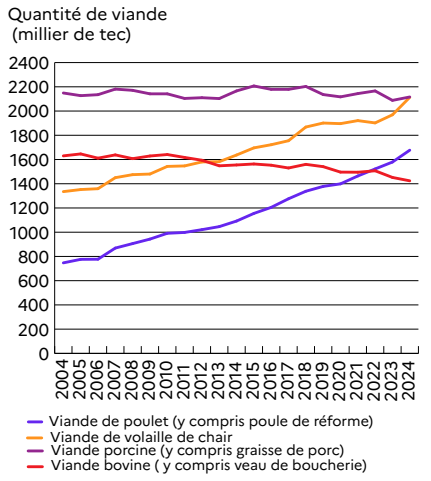
[1] Dans cette étude, la viande comprend la viande de boucherie (bœuf, veau, porc, mouton et agneau, cheval, chèvre) et la viande de volaille (y compris lapin) et n'inclut pas les abats ni les viandes peu consommées (sanglier, bison, cervidé, ratite, pigeon, caille, lièvre, faisan, etc.).

Graphique 1
En 2024, rebond de la consommation apparente de viande en France



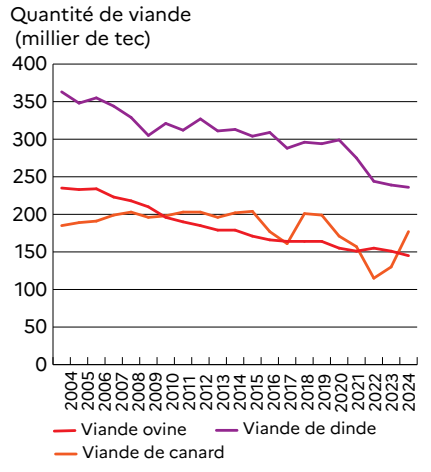
* kgec : kg équivalent-carcasse.
Sources : Agreste, DGDDI, Insee

Graphique 2
En 2024, la consommation de viande de volaille rattrape celle de porc



Sources : Agreste, DGDDI

Graphique 3
En 2024, poursuite du rebond de la consommation de viande de canard et du recul des viandes ovine et de dinde



Sources : Agreste, DGDDI

Tableau 1
En 2024, stabilité de la consommation de viande de boucherie et vive hausse de celle de volaille

	2024	2024/ 2023	2023/ 2022	Taux de croissance annuel moyen entre 2004 et 2024
	millier de tec	%		
Viande d'animaux de boucherie	**3 694**	**- 0,2**	**- 3,6**	**- 0,5**
dont viande bovine	1 424	- 1,9	- 3,7	- 0,7
viande porcine	2 116	1,4	- 3,6	- 0,1
viande ovine	145	- 4,0	- 3,0	- 2,4
viande équine	5	- 9,6	- 9,6	- 8,1
viande caprine	5	- 2,1	- 11,0	- 0,5
Viande de volaille et de lapin	**2 133**	**7,1**	**3,3**	**2,2**
Viande de volaille	2 113	7,3	3,5	2,3
dont poulet et poule de réforme	1 677	6,2	3,7	4,1
dinde	236	- 1,5	- 1,7	- 2,1
canard	177	36,7	13,2	- 0,2
pintade et oie	23	12,1	-3,9	- 2,6
Viande de lapin	20	- 9,1	- 9,3	- 4,6
Total toutes viandes	**5 827**	**2,4**	**- 1,3**	**0,4**

Sources : Agreste, DGDDI

En 2024, la consommation totale de viande porcine augmente de 1,4 %, après - 3,6 % en 2023.

Rapportée à la population, qui, elle, augmente, la relative stabilité de la consommation apparente de porc se traduit en fait par une baisse de sa consommation par habitant depuis 20 ans (30,9 kgec* en 2024 contre 34,4 kgec en 2004). Viande la plus consommée en France jusqu'en 2023, elle est rattrapée en 2024 par les volailles de chair : leurs parts respectives dans la consommation de viande des français atteignent désormais chacune 36 % en 2024, soit - 4 points en 20 ans pour la viande de porc contre + 11 points pour la viande de volaille.

En 2024, les importations françaises de viande porcine ont progressé en volume (+ 1,5 %) après une forte baisse en 2023 (- 6 %), maintenant ainsi leur part dans l'approvisionnement de la consommation à un peu moins de 30 % (*graphique 4*).

La consommation de viande bovine recule en 2024

À 20,8 kgec par habitant en 2024, la consommation moyenne par habitant de viande bovine diminue de nouveau (- 2,2 % sur un an après - 3,9 % en 2023) et se situe à son niveau le plus bas depuis plus de vingt ans *(graphique 2)*. Sa part dans la consommation totale de viande est ainsi passée de 30 % en 2004 à 24 % en 2024. En 2024, les importations françaises de viande bovine ont légèrement baissé en volume (- 0,3 %) mais sont demeurées nettement supérieures à leur niveau moyen de la période 2019-2023.

La baisse de la consommation de viande ovine s'accentue

La consommation de viande ovine calculée par bilan *(graphique 3)* est de nouveau en forte baisse en 2024 (- 4,0 % après - 3,0 %).

Cette évolution accompagne les diminutions simultanées de la production nationale mais aussi des importations (- 3,2 % en volume en 2024) qui avaient soutenu l'offre en 2022 et 2023.

Pour autant, les importations de viande ovine représentent la principale source d'approvisionnement de la consommation française (environ 58 % en 2024).

À 2,1 kgec par habitant en 2024, la consommation moyenne de viande ovine ne représente que 2,5 % de la consommation de viande en France contre un peu plus de 4 % en 2004.

* Remplace « 30,6 kgec » (Avertissement page 8).

Vive hausse de la consommation de viande de volailles en 2024

L'année 2024 est marquée par une très forte croissance en volume de la consommation de viande de volailles (+ 7,1 %) calculée par bilan.

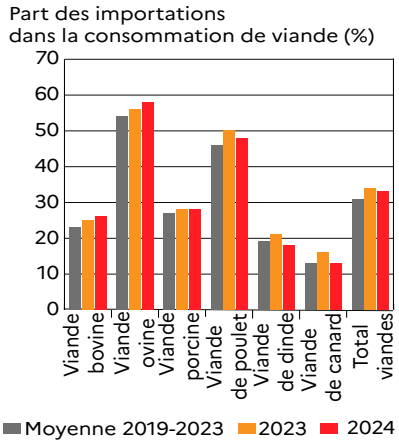
Cette hausse amplifie la progression quasi ininterrompue de la part de la viande de volaille dans la consommation totale de viande observée depuis le début des années 2000 (36 % en 2024 à 30,8 kgec par habitant contre 25 % de la consommation totale de viande en 2004, soit 21,4 kgec).

La part de la viande de poulet dans la consommation totale de viande a doublé en 20 ans pour atteindre 29 % de la consommation de viande en France en 2024. Elle est de loin la volaille la plus consommée en France (24,5 kgec par habitant contre 12,0 kgec en 2004), avec une progression en volume de 6,2 % en 2024 après déjà près de 4 % en 2023.

Ce dynamisme a aussi été amplifié en 2024 par la poursuite de la reprise, déjà engagée en 2023, de la consommation de viande de canard (+ 36,7 %) suite à la reconstitution des capacités de production après les épisodes d'épizootie aviaire. La consommation moyenne de viande de canard s'établit ainsi à 2,6 kgec par habitant en 2024 après 1,9 kgec en 2023 et un point bas à 1,7 kgec en 2022. Elle demeure toutefois encore inférieure à son niveau moyen de l'ordre de 3,1 kgec atteints au début des années 2010. En 2024, la consommation de viande de dinde prolonge sa tendance baissière observée depuis 20 ans.

Malgré la forte croissance de la production, l'offre nationale est loin de satisfaire l'appétit des français en viandes de volailles, notamment en poulet. Les importations de viande de volaille ont globalement progressé de 3,4 % en 2024 (après + 4,2 % en 2023), celles de poulets et de canards respectivement de + 4,4 % et + 7,1 % l'an dernier.

Graphique 4
Stabilité des importations dans la consommation de viande en 2024



* Après déduction de la viande ovine importée du Royaume-Uni destinée à être réexportée vers les clients traditionnels de ce pays.
Sources : Agreste, DGDDI

La part de la consommation de viande de poulet couverte par les importations recule très légèrement en 2024, juste en dessous des 50 % *(graphique 4)*. Cette part est inférieure à 20 % pour la viande de dinde et de canard.

En 2024, les achats de viande par les ménages se stabilisent

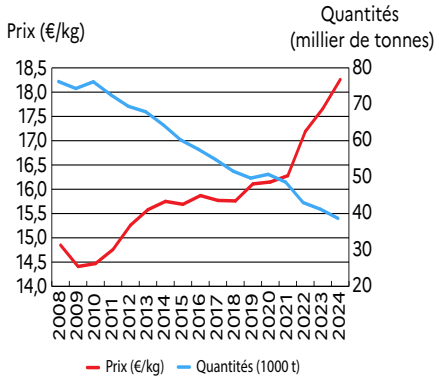
Après la forte inflation qui a touché les produits carnés en 2023, l'année 2024 est marquée par un net ralentissement de la hausse des prix.

Pour les viandes de boucherie, ils progressent encore faiblement, avec néanmoins des disparités, le veau *(graphique 5)* et l'agneau étant plus touchés par les hausses que le porc et le bœuf. Cette augmentation, suivant celles des dernières années, participe certainement à la baisse de la consommation observée plus structurellement, dès avant la crise du Covid-19. Ainsi, en 2024, en volume, les achats de viandes de boucherie pour la consommation à domicile des ménages se replient *(tableau 2)*. Pour les viandes de volaille, les achats ont par contre très nettement progressé. Cette hausse s'explique, outre le retour des volumes disponibles après l'IAHP (influenza aviaire hautement pathogène), par un prix moyen inférieur aux autres produits carnés. La baisse des prix est nette (- 3,1 %), avec même un fort recul sur la viande de canard, l'offre s'étant désormais rétablie après l'épisode d'IAHP (influenza aviaire hautement athogène) qui avait frappé la filière en 2022.

La consommation à domicile des viandes de boucherie recule en 2024

En 2024, le segment des viandes de boucherie a enregistré une décroissance en volume des achats des ménages pour leur consommation à domicile (*tableaux 2 et 3*). Les quantités totales achetées baissent de 2,3 % par rapport à 2023. Toutes les grandes catégories (viande fraîche hors élaborés, élaborés, charcuterie, viandes congelées) sont concernées. Ce fléchissement de la demande poursuit, quoique à un moindre degré, celui observé en 2023. Les comportements d'achats s'étaient modifiés face à la forte hausse du prix moyen des viandes de boucherie (+ 8,6 % en 2023 après + 5,2 % en 2022). Même si la croissance des prix, en 2024, est beaucoup plus modérée (+ 0,6 %), la consommation des ménages en viande de boucherie a poursuivi son repli.

Graphique 5
Repli des achats de viande de veau fraîche (hors élaborés) en volume dans un contexte de prix croissant



Source : FranceAgriMer d'après Kantar WorldPanel

Cet effet de la hausse des prix doit, de plus, s'analyser en tenant compte du prix moyen de chaque viande. En 2024, dans les achats des ménages pour leur consommation à domicile, l'agneau et le veau pâtissent d'une nette progression des prix alors que leurs niveaux étaient déjà élevés.
Outre l'effet du prix, qui pourrait entraîner une diminution de la

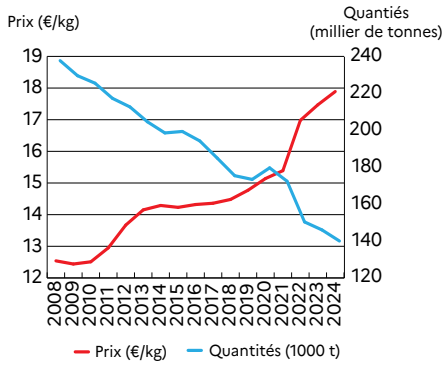
consommation de viande de boucherie à domicile, l'évolution des habitudes et des préférences alimentaires des consommateurs pourrait également expliquer cette baisse. Les achats de produits élaborés (steak haché, escalope de volailles, etc.), appréciés pour leurs multiples usages en cuisine et leur facilité de préparation, se font au détriment de la viande de boucherie traditionnelle, notamment des morceaux non transformés.

En 2024, la consommation de viandes rouges et de porc, non élaborées, continue de diminuer dans les foyers français

Au cours de l'année, les achats totaux de viande bovine par les ménages, élaborés compris, ont diminué en 2024 au même rythme qu'en 2023, de 2,5 %. La consommation à domicile de viande bovine hors élaborés a connu une baisse plus significative, se contractant de 4,1 %. Ce repli prononcé est porté davantage par les morceaux « à bouillir, braiser » (- 6,9 %) que ceux « à rôtir, griller, poêler » (- 3,0 %). Ce recul de la demande, inscrit dans une tendance de long terme, s'est accentué sous l'effet de la hausse généralisée des prix amorcée en 2021. Après le pic inflationniste de 2023, année où le prix moyen de la viande bovine (élaborés compris) avait augmenté de 5,8 %, une accalmie s'est manifestée en 2024, avec une inflation limitée à 0,7 % sur ces produits. Plus précisément, le prix de la viande bovine hors élaborés a progressé de 2,4 %, un taux similaire à celui de l'année précédente. Cette hausse du prix moyen concerne à la fois les morceaux « à bouillir, braiser » (+ 3,7 %) et ceux « à rôtir, griller, poêler » (+ 1,7 %) *(graphique 6)*. En parallèle, le prix moyen de certains produits élaborés a reculé, à l'instar de la viande hachée fraîche pur bœuf (- 0,7 %).

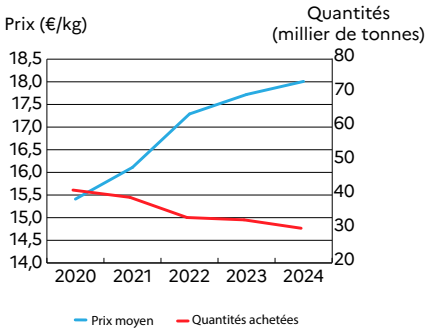
En 2024, les achats de viande ovine ont chuté de 8,8 % par rapport à 2023, pénalisés par une baisse du nombre d'acheteurs (- 6 %) ainsi qu'une moindre fréquence d'achat (- 5,9 %). Aucune catégorie de cette famille n'a échappé au recul de la consommation. Ainsi, après le rebond observé en 2023 (+ 9 %), les achats de gigot, qui représentent près d'un tiers des volumes de viande ovine achetés par les ménages, ont fléchi de 12 % en 2024. Parallèlement, les ventes d'épaule et de côtes d'agneau ont enregistré des baisses respectives de 3,6 % et 16,7 %. Le niveau élevé du prix moyen en 2024 (18 €/kg, soit + 2 % par rapport à 2023) constitue un facteur explicatif de la désaffection pour la viande ovine, faisant d'elle l'une des plus onéreuses proposée au consommateur *(graphique 7)*.

Graphique 6
Recul des achats en volume de viande bovine fraîche (hors élaborés) dans un contexte de progression des prix



Source : FranceAgriMer d'après Kantar WorldPanel

Graphique 7
Baisse significative des achats de viande ovine fraîche face à un prix moyen en hausse



Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Les achats de produits élaborés sont en baisse, tout comme ceux de jambon et des autres charcuteries, la viande hachée résiste

Les achats en volume de produits élaborés de viande de boucherie, après trois années de recul (2021-2023), ont connu un nouveau reflux en 2024 (- 2,4 %). Les deux principales catégories concernées sont la viande hachée et la saucisserie.

En 2024, le prix au détail de la viande hachée fraîche pur bœuf a diminué de 0,7 %, tandis que celui de la viande hachée surgelée est resté quasiment stable par rapport à 2023 (+ 0,3 %). Cette décélération de l'inflation contraste avec 2023, où les prix avaient connu des hausses marquées de 10,8 % pour la viande hachée fraîche pur bœuf et de 22,4 % pour le surgelé.

Tableau 2
En 2024, la progression des quantités de volailles achetées compense presque le recul sur la viande de boucherie*

	Quantités achetées en 2024	Répartition des quantités achetées en 2024	Évolution sur un an des quantités achetées 2024/2023	Prix moyen en 2024	Évolution sur un an du prix moyen d'achat 2024/2023
	millier de tonnes	%		€/kg	%
Viande de boucherie (y c. élaborés, surgelés et charcuterie et hors abats)	**1 378**	**68,3**	**- 2,3**	**13,27**	**0,6**
dont bœuf[1]	319	15,8	- 2,5	15,23	0,7
veau	44	2,2	- 6,5	17,91	1,7
porc	896	44,4	- 2,1	12,41	0,7
mouton-agneau	29	1,4	- 8,8	18,01	2,0
cheval	2	0,1	- 14,1	19,61	- 0,9
Viande de volailles (y c. élaborés, surgelés et charcuterie et lapin)	**640**	**31,7**	**4,9**	**9,70**	**- 3,1**
dont poulet	397	19,7	4,8	8,37	- 3,7
dinde	69	3,4	3,8	10,87	- 3,9
canard	21	1,0	57,7	16,66	- 10,4

* Viandes fraîches, élaborés, charcuterie et surgelés confondus.
1. Bœuf = viande bovine à l'exception du veau.
Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Tableau 3

En 2024, malgré le ralentissement de l'inflation, les achats de viande de boucherie baissent encore

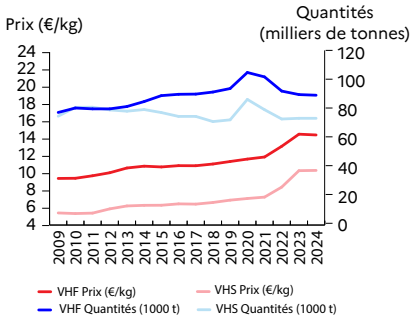
	Quantités achetées en 2024	Répartition des quantités achetées en 2024	Évolution des quantités achetées 2024/2023	Prix moyen en 2024	Évolution du prix moyen d'achat 2024/2023
	millier de tonnes	%		€/kg	%
Viande de boucherie (y c. élaborés, surgelés et charcuterie et hors abats)	**1 378**	**100,0**	**- 2,3**	**13,27**	**0,6**
Viande de boucherie fraîche (hors élaborés, hors abats et gros achats)	355	25,7	- 4,3	14,24	1,8
dont viande bovine à griller	103	7,5	- 3,0	19,77	1,7
viande bovine à bouillir, braiser	34	2,5	- 6,9	12,23	3,7
longe de porc	138	10,0	- 2,5	9,06	2,2
gigot d'agneau	10	0,7	- 12,0	17,20	2,2
Total élaborés	284	20,6	- 2,4	12,61	0,1
dont viande hachée bovine (veau + bœuf) fraîche	90	6,5	- 0,5	14,42	- 0,6
Jambon	214	15,6	- 0,8	15,26	- 1,9
Autres charcuteries (hors charc. de volaille et saucisses à gros hachage)	447	32,4	- 1,7	12,47	1,4
Viande de boucherie surgelée	79	5,7	- 0,4	10,45	0,2
dont viande bovine hachée	74	5,4	0,0	10,32	0,3

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Graphique 8

Stabilité des prix et de la consommation de la viande hachée bovine (bœuf et veau)

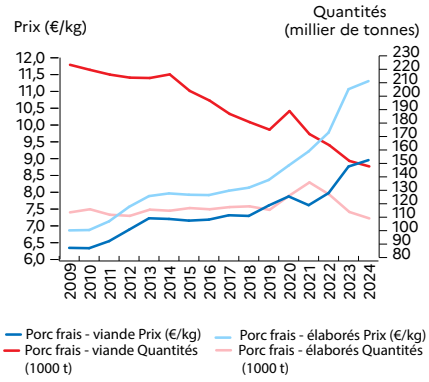
VHF : viande hachée fraîche
VHS : viande hachée surgelée



Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Graphique 9

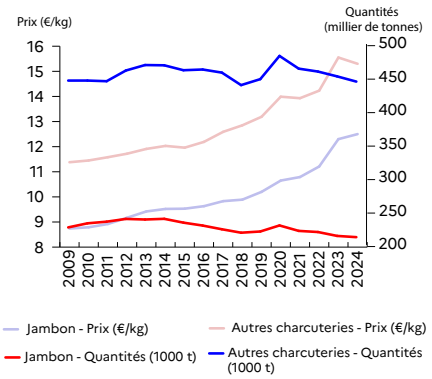
Hausse des prix et repli des quantités achetées de viande de porc (frais et élaborés)



Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Graphique 10

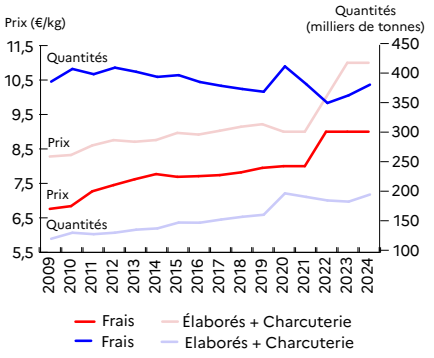
Jambon et charcuterie* : des prix en hausse alors que les volumes se tassent



* hors saucisses fraîches à cuire, hors charcuterie de volailles
Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Graphique 11

Volailles : des prix en forte hausse avec une progression modérée des achats de volailles fraîches



Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Bien que les prix de la viande hachée pur bœuf (surgelée et fraîche) soient hauts, leur relative stabilité semble aller de pair avec une certaine résistance de la consommation en volume, qui ne baisse que de 0,2 %.

Ce faible recul se décompose en une diminution de 0,4 % pour la viande hachée fraîche et une stabilité pour la viande hachée surgelée *(graphique 8)*. Par ailleurs, bien que les préparations à base de viande hachée ne fassent pas partie de la catégorie « viande hachée pur bœuf », il est intéressant de noter que leur consommation à domicile a augmenté de 12,8 %, tandis que leur prix moyen a diminué de 3,2 %. De façon plus générale, ces observations illustrent l'attrait de la viande hachée, sous toutes ses formes, auprès des ménages et témoignent de son importance dans leur consommation à domicile.

Sur les élaborés de porc, les volumes consommés en 2024 ont reculé de 4,2 % alors que les prix étaient en hausse de 2,2 %. Les achats de saucisses fraîches à cuire (très majoritairement de porc), qui représentent près du tiers des quantités achetées de produits élaborés de viande, ont ainsi été en baisse (- 3,8 % en volume), alors que leur prix a progressé (+ 1,0 %). Pour l'ensemble des autres élaborés de viandes tels que les brochettes (- 9,7 % en volume), les plateaux pour grillades et barbecue (- 2,6 %), les viandes marinées aromatisées (- 4,2 %) ou les produits préparés à cuire (- 7,0 %), les achats des ménages ont connu des baisses (*graphique 9*).

En 2024, la consommation à domicile de jambon et autres charcuteries (hors charcuterie de volaille) a été, de façon globale, en recul en volume (- 1,4 %), ceci alors même que les prix sont demeurés quasi stables (+ 0,2 %). En distinguant par type de produit, les quantités achetées de jambon (cuit et cru) ont poursuivi leur reflux observé

Tableau 4
Dans un contexte d'inflation persistante, la consommation de volailles progresse, portée par la viande de poulet

	Quantités achetées en 2024	Répartition des quantités achetées en 2024	Évolution sur un an des quantités achetées 2024/2023	Prix moyen en 2024	Évolution sur un an du prix moyen d'achat 2024/2023
	millier de tonnes	%		€/kg	%
Viande de volaille (y c. élaborés, surgelés, charcuterie et lapin)	**643***	**100,0***	**4,9**	**9,70**	**- 3,1**
Volaille fraîche (hors élaborés)[1]	384	59,8*	4,8	9,09	- 2,7
dont poulet	293	45,5*	3,5	8,13	- 3,8
dinde	51	8,0*	3,0	11,04	- 3,6
canard	21	3,2*	59,1	16,48	- 10,1
Lapin	13	2,0*	- 14,2	12,67	1,6
Surgelés de volaille	30	4,6*	6,4	8,94	- 2,4
Élaborés de volaille[2]	216	33,6*	5,9	10,53	- 3,9
dont panés	84	13,1*	8,4	8,99	- 5,0
charcuterie	56	8,7*	2,7	11,90	- 4,6

* Chiffres révisés, voir Avertissement (page 8).
1. Volaille fraîche = entiers ou découpes, non préparés et non surgelés.
2. Élaborés = morceaux préparés, incluant les élaborés surgelés, excluant le lapin (pour plus de détail sur le contenu de ce champ *(définitions)*.
Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

depuis 2021 (- 0,8 % en 2024). Sur les autres charcuteries, la demande a également été en recul (- 1,7 %). Pour ces deux catégories, on observe par contre une nette diversité dans les évolutions des prix moyens : celui du jambon recule de 1,9 %, alors que les autres charcuteries voient leur prix moyen progresser de 1,4 %.

Sur ces produits, la situation est donc très différente de celle de la charcuterie de volaille (voir ci-après) dont les prix au détail ont reculé de 4,6 %, alors que les volumes achetés progressaient de 2,7 %.

Hausse des achats de viande et élaborés de volailles qui se renforce avec la baisse des prix

La hausse de la consommation à domicile de viande de volailles et de lapin s'est renforcée (+ 4,9 %) soutenue par une nouvelle baisse marquée des prix (- 3,1 %). Cette diminution des prix a de nouveau favorisé la volaille, qui était déjà moins onéreuse que les autres viandes, dans un contexte où les prix des autres viandes sont restés stables.

L'accélération de la consommation en 2024 s'explique par le dynamisme des différentes espèces de volailles, avec des progressions pour le poulet (+ 3,5 %)*, la dinde (+ 3,0 %)*, le canard (+ 59,1 %)*. Seule la pintade fait exception avec une consommation en recul (- 4,4 %). Le retour d'une offre plus importante a permis la hausse de consommation de la viande de dinde et de canard. Toutefois, pour ces deux espèces, les volumes restent inférieurs à ceux observés avant la crise d'influenza aviaire de 2022, soit sur la période allant de 2019 à 2021. La filière dinde reste notamment fragilisée par la concurrence accrue du poulet.

Sur le long terme, la consommation continue de se recentrer sur le poulet, au détriment des autres espèces. Par ailleurs, la déconsommation de viande de lapin s'est poursuivie (- 14,2 %) dans un contexte de stabilité des prix (+ 1,6 %).

En réponse à la demande croissante de « praticité » de la part des ménages, les découpes de poulets sont restées l'un des segments les plus dynamiques (+ 4,2 % en volume). Cette hausse est soutenue par les achats d'escalopes (+ 6,3 %), alors que les achats de cuisses se sont stabilisés (+ 0,1 %).

La consommation de produits élaborés, bien que parmi les plus chers, repart également à la hausse (+ 5,9 %), probablement grâce à une deuxième année consécutive de baisse des prix.

En revanche, les achats de poulets prêts à cuire (PAC) ont diminué (- 2,4 %), ces produits ne répondant plus aux critères de praticité attendus par les consommateurs. Cette tendance d'achat se retrouve également dans les achats de viande de dinde avec une hausse des produits découpés mais un repli de la dinde entière. Plus largement, la baisse des prix n'a pas entraîné un retour des consommateurs vers les segments les plus onéreux, à savoir « Label rouge » et « Agriculture biologique », qui ont enregistré des baisses respectives de 5,3 % et de 11,7 %.

La croissance reste donc tirée par les produits standards (+ 9,4 %) et certifiés (+ 2,7 %).

* Chiffres modifiés en cohérence avec le tableau 4, voir Avertissement (page 8).

Sources, définitions et méthodes

Deux types d'informations sont présentés dans cette note concernant la consommation de viande : la consommation mesurée par bilan et les achats effectués par les ménages.

- La **consommation apparente calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viande pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + DOM). Elle est mesurée en équivalent-carcasse : les quantités sont évaluées en carcasses entières d'animaux alors que la viande qui parvient dans l'assiette du consommateur est en fait une viande « nette », débarrassée d'une bonne partie de la graisse et des os qui font partie de la carcasse. Elle prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, aux fabricants de plats préparés ou à la restauration hors domicile.

  La mesure de la consommation par bilan part du fait que les carcasses disponibles pour la consommation humaine après abattage vont être, dans un délai bref stockées, exportées ou consommées. En déduisant des abattages les entrées en stocks et les exportations on obtient ainsi une estimation du total des viandes mises à la consommation. On rajoute enfin les viandes importées et les sorties de stocks, mises à la consommation.

  Dans la mesure où les stocks de viande chez les opérateurs ne peuvent être pris en compte (à l'exception de la volaille pour laquelle les stocks sont fournis par les abattoirs et ateliers de découpe), la consommation calculée par bilan s'apparente à une mise à disposition sur le marché intérieur. Elle ne tient pas compte du solde des échanges extérieurs de plats préparés, qui ne sont pas connus en quantités physiques. Sous l'hypothèse forte que ce solde est nul, la consommation apparente de viande comprend alors toute la viande mise à la consommation, à domicile et hors domicile, en viande fraîche et sous forme de plats préparés. La part des importations est calculée en rapportant les quantités importées (hors plats préparés) à la consommation calculée par bilan. Cette part peut sous-estimer légèrement la part des importations, du fait de l'absence des plats préparés.

- Les achats des ménages observés par Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les quantités achetées pour la consommation des panelistes au domicile principal (hors résidence secondaire ou autre logement comme en période de vacances) et des sommes dépensées correspondantes. Les résultats obtenus sont redressés et extrapolés à l'ensemble de la population. Tous les achats réalisés par les ménages sont comptabilisés, quel que soit le lieu d'achat. Par simplification, il faut noter que ces achats sont assimilés à la consommation alors que les produits peuvent être consommés ultérieurement, en particulier pour les produits surgelés. Dans cette étude, il est fait le choix d'exclure les gros achats (achats effectués non pour le compte du ménage, mais pour celui d'un groupement ou d'une association).

  Les données sont recueillies auprès des panélistes par période de quatre semaines, puis mensualisées par Kantar Worldpanel. Les données étudiées dans cette synthèse portent sur les 12 mois de l'année 2024, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

  En 2023-2024, la base Kantar a fait l'objet d'un rebasement important si bien que toutes les données d'achat, y compris pour les années antérieures à 2022 ont été modifiées de façon significative.

Traitement des doubles comptes des données Kantar

- Pour les viandes de boucherie, le choix a été fait de comptabiliser les saucisses à gros hachage (= saucisses fraîches à cuire = chipolata, merguez…) uniquement au sein du poste « Élaborés de viande de boucherie » et pas dans le poste « Jambon et charcuterie ».

  La charcuterie de volailles (avec ses deux composantes : jambon de volaille et saucisses de volaille) a été comptabilisée dans le poste « Charcuterie de volaille » qui est lui-même un sous-ensemble du poste « Élaborés de volaille » (voir le *tableau 4*) et pas dans le poste « Autres charcuteries » du *tableau 3*.

Tonne équivalent-carcasse (tec) : unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit. Par exemple : 1 pour une carcasse entière par définition, 0,5 pour un gros bovin vivant, 1,3 pour tel morceau désossé, 1,8 pour les saucissons.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur la consommation de viande sont disponibles à parution :

- sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr, dans la rubrique « Chiffres et analyses », Collections « Conjoncture – Bulletin » pour les séries chiffrées et Thèmes « Consommation et modes de vie » et Collections « Collection nationale » – « Conjoncture – Synthèses » pour les publications ;
- sur le site VISIONet de FranceAgriMer : visionet.franceagrimer.fr, dans la rubrique « Données & chiffres – Contexte économique – Consommation » ;
- sur le site de FranceAgriMer : franceagrimer.fr, dans la rubrique « Éclairer – Études thématiques – Consommation » ;
- sur le site de l'Insee : insee.fr, « Entre 2009 et 2019, la part du budget alimentaire des ménages consacrée aux produits carnés recule », Transformations de l'agriculture et des consommations alimentaires, Insee Références, 2024.

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Baisse de la consommation de viandes en France en 2023 », Synthèses, n° 424, 07/2024
- « La consommation de viandes en France en 2022 », Synthèses, n° 412, 07/2023
- « La consommation de viande en France en 2021 », Synthèses, n° 394, juillet 2022

Abréviations

DGDDI : Direction générale des douanes et des droits indirects
Kgec : kg équivalent-carcasse
PAC : prêt à cuire
Tec : tonne équivalent-carcasse

Avertissement

Cette version annule et remplace la version publiée sur le site Agreste le 11 juillet 2025, pour corriger, conformément au code de bonnes pratiques de la statistique publique, des erreurs détectées en pages 2 et 6, et dans le tableau 4 (colonne « Répartition des quantités achetées en 2024 »). Ces corrections ne modifient pas le sens des commentaires précédents.

STATISTIQUE PUBLIQUE

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture
et de la Souveraineté alimentaire
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directeur de la publication : Vincent Marcus
Rédaction : Agreste - FranceAgriMer
Composition : SSP / Desk
Dépôt légal : À parution
ISSN : 2777-8193
© Agreste 2025